

ADELIM

Association des Agents de Développement Local du Limousin

Assemblée Générale Ordinaire Hôtel de Région Limoges

29 juin 2012 – 14h-17h

COMPTE-RENDU

Participants :

Anne MEDOC	Chef de projet Pays de Guéret
Anne Gaëlle GUILLAUME	Animatrice Réseau Rural Régional
Catherine LYRAUD	Animatrice PLA Saint Yrieix Sud Haute Vienne
Cécile ROUSSEL	Chef de projet Pays Sud Creusois
Céline DROUAULT	Chef de projet Pays Haut Limousin
Christophe LAMBERT	Chargé de mission Pays Ouest Limousin / GAL Chataigneraie Limousine
Delphine LATHIERE	Animatrice Pays de l'Occitane et des Monts d'Ambazac
Didier BERTHOLY	Chef de projet Pays de Tulle
Edith BARREAU	Chef de projet Pays Monts et Barrages
Ellie LESUR	Chef de projet Pays Ouest Creuse
Fabrice CHÂTEAU	Directeur PNR Périgord Limousin
Frédéric SERRE	Enseignant IUP Master valorisation du patrimoine et développement territorial
Jérôme CHINN	Animateur-gestionnaire leader GAL Châtaigneraie Limousine
Laure MARTINIE	Animatrice LEADER GAL Corrèze Ventadour
Lucie BERTHIER	Chef de projet Pays Combraille en Marche
Nicolas TAILLANDIER	Directeur Pays Combraille en Marche en Marche
Marion NEYRAT DUSSON	Chargée de mission PLA / DCT Pays de Tulle
Sébastien MOREAU	Chargé de mission habitat Pays Combraille en Marche
Stéphanie CANNETON	Chef de projet Pays Saint Yrieix Sud Haute Vienne
Sylvain DEHUREAUX	Animateur PLA Pays de Guéret
Yohan TOULZA-LEMAIRE	Chef de projet Pôle Viandes locales

Excusés :

Philippe PONSARD	directeur GAL Pays de Guéret
Laure RAGUENE	animatrice GAL Pays de Guéret
Edwige GARNIER	responsable IUP Master valorisation du patrimoine et développement territorial
Nathalie PAVAGEAU	Chargée de mission Communauté de communes du Pays Dunois
Laurence FIDRY	Chef de projet Vallée de la Creuse – Conseil Général de la Creuse
Cécile MAVIGNER	Chargée de mission Habitat CC de Bénévent Grand Bourg
Chrystel CADENEL	Animatrice DCT Pays Sud Creusois
Guillaume COUSTY	Chargé de mission Culture GAL Haut-Limousin
Bertrand PARIS	Assistant technique tourisme-culture GAL Haut-Limousin
Aurélie FONTAINE	Chargée de mission Territoire – Conseil Général de la Creuse
Jean Yves PINEAU	Directeur Collectif Ville Campagne
François TISSOT ROSSET	Animateur PLA Aubusson Felletin

En préambule à l'Assemblée Générale, un temps est consacré à la **présentation des résultats de l'enquête réalisée en début d'année 2012 auprès des professionnels limousin du développement territorial**. La présentation est effectuée par Ellie LESUR et Céline DROUAULT. Globalement, les agents se reconnaissent bien dans le rendu. C'est la question de l'évaluation qui suscite le plus de commentaires et de réactions :

- Jérôme CHINN est surpris de l'importance du nombre de personnes qui s'estiment incompetentes en évaluation, alors que cette mission devraient être inhérente à chaque programme ;
- Stéphanie CANNETON suppose que l'incompétence ressentie par les agents en évaluation est lié au fait que l'évaluation sont souvent réalisée par des prestataires extérieurs, ce qui permet de faire ressortir des éléments que les animateurs auraient du mal à dire. En revanche, cela ne permet pas réellement de s'imprégner du travail à mettre en œuvre et des compétences à mobiliser, de s'approprier la démarche et les outils ;
- Edith BARREAU dit qu'il est complexe d'être dans une posture évaluative quand on est partie prenante et qu'il est difficile de définir ce que l'on veut évaluer ;
- Christophe LAMBERT se demande, à propos de l'importance déclarée de la mission de veille territoriale, s'il n'y a pas confusion avec la mission de suivi de programme ;
- Didier BERTHOLY constate que les agents en poste sont des personnes bien formées au regard du niveau d'étude et note l'importance de l'empirisme. pense qu'il ne faut pas prendre chaque réponse au pied de la lettre : il y a un certain décalage entre ce qu'on pense faire, ce qu'on pense pouvoir faire, ce qu'on pense avoir appris et ou ce qu'on a appris réellement.
- Cécile ROUSSEL pense qu'il y a une confusion entre évaluation et bilan de dispositif qui ne prenne pas en compte des indicateurs plus globaux. Ces phases sont parfois considérées comme des contraintes institutionnelles et non comme un outil au service du développement territorial.
- Yohan TOULZA LEMAIRE se demande si l'évaluation répond aux attentes des élus dans la mesure où cela peut remettre en cause le travail mené. Il évoque des outils intéressants (le cahier des charges selon les normes AFNOR, le diagnostic in itinere dans le cadre des démarches d'agenda 21, la démarche d'étude d'impact territorial - en matière environnementale) comme autant de moyens à envisager pour faciliter les échanges entre techniciens, élus et acteurs du territoire sur des sujets parfois difficiles.
- Concernant les partenariats à créer pour les suites du chantier formation, Didier Bertholy rappelle qu'il ne faut pas omettre les structures comme ETD. Les partenariats avec le CNFPT sont également à explorer.

Pour conclure, Frédéric SERRE souligne l'intérêt de ce travail, qui complète les observations de l'université. Il pointe la nécessité de distinguer le besoin de formation qualifiante du besoin de formation ponctuelle, car les demandes ne se traitent pas de la même façon. Il propose que l'Adélim puisse intégrer le Comité de Pilotage du Master valorisation du patrimoine et développement territorial. Il fait part de son souhait de développer des liens visant la formation des agents, et la réalisation de stage collectif ou individuel des étudiants sur les territoires. Dans le cadre des formations proposées par l'université, il y a la possibilité de répondre à des demandes individuelles. Il fait le constat qu'il existe encore un décalage entre l'approche généraliste des formations initiales et le niveau de technicité demandé dans la pratique professionnelle.

L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité cette proposition.

RAPPORT D'ACTIVITES 2011 ET PERSPECTIVES 2012

Rapport d'activités

- ✚ 3 réunions du CA depuis l'AG du 1^{er} juillet 2011 (septembre et décembre 2011 et mars 2012).
- ✚ 3 chantiers identifiés (cf annexe 1).

Perspectives

- ✚ Poursuite des 3 chantiers.
- ✚ Renforcement des liens avec l'UNADEL :
 - Adhésion,
 - Participation aux Universités du développement local – 12-14 septembre 2012 – Marseille, avec prise en charge par l'ADELIM des frais d'inscription des agents adhérent à l'association.
 - Projet de Congrès des agents de développement local – 1^{er} trimestre 2013.

L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le rapport d'activités 2011 et les pistes de travail 2012.

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition CA sortant :

Didier BERTHOLY	Pays de Tulle	Chef de projet	
Sylvain DEHUREAUX	Pays de Guéret	Pôle Local d'Accueil	
Céline DROUAULT	Pays Haut Limousin	Chef de projet	Trésorière
Gilles DURHONE	CC Juillac - Loyre - Auvézère	Guichet Unique Habitat	Démissionnaire
Christophe LAMBERT	GAL Châtaigneraie Limousine	Chef de projet Leader	Président
Ellie LESUR	Pays Ouest Creuse	Chef de projet	Vice-Présidente et secrétaire
Philippe PONSARD	GAL Pays de Guéret	Directeur	
Nicolas TAILLANDIER	Pays Combraille en Marche	Directeur	

2 postes à pourvoir.

1 candidature : Yohan TOULZA – Chargé de mission A2VL

Pour l'autre poste, il serait souhaitable d'intégrer de préférence une femme en poste en Corrèze (parité et répartition géographique).

Une personne en poste sur l'agglomération de Brive sera approchée en ce sens.

Tous les autres membres souhaitent conserver leurs fonctions.

L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité la candidature de Yohan Toulza et la stratégie d'approche pour l'autre poste à pourvoir.

FIXATION DU MONTANT DE L'ADHESION POUR 2012

Montant de la cotisation actuelle : 15 €.

L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le maintien à 15 € du montant de la cotisation pour 2012.

RAPPORT FINANCIER 2011et BP 2012

BILAN FINANCIER 2011

Compte de résultat 2011

Débit		Crédit	
remboursement frais AG du 01/07/2011	15,56 €	Cotisations 2011 (22 adhérents)	330,00 €
animation et frais de déplacements AG du 01/07/2011	420,20 €	Vente d'un titre CAPITOP	223,23 €
Total dépenses	435,76 €	Total recettes	553,23 €
Résultat positif exercice 2011		117,47 €	

Bilan au 31/12/2011

Actif		Passif	
Créance (cotisations 2011 non encaissées au 31/12/2011)	60,00 €	Report 2010	333,94 €
		Résultat exercice 2011	117,47 €
		Total fonds propres	451,41 €
Banque	406,97 €	Dette (chèque non débité)	15,56 €
Total ACTIF	466,97 €	Total PASSIF	466,97 €

Réserves Capitop (14 titres à 223,09 € chacun au 31/12/2011)	3 123,26 €
---	------------

BUDGET PREVISIONNEL 2012

Débit		Crédit	
Indemnisation intervention animateur septembre 2012	400,00 €	Cotisations 2012 (30 adhérents)	450,00 €
Prise en charge frais d'inscription université du développement local UNADEL	200,00 €	Reprise sur fonds propres	402,42 €
Cotisation UNADEL	50,00 €		
Frais serveur enquête formation	22,42 €		
Frais de réception journée d'échanges septembre 2012	20,00 €		
Assurance	160,00 €		
Total dépenses	852,42 €	Total recettes	852,42 €

L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le rapport financier.

QUESTIONS DIVERSES

- Temporelles 2012 – Brive – 18-19 octobre 2012.
- Université de l'accueil de nouvelles populations – Clermont - 26-28 septembre 2012.
- Participation de quelques territoires Limousins à l'expérimentation d'ETD sur l'ingénierie Territoriale.

Annexe 1 – présentation et état d'avancement des chantiers de l'Adélim

PISTES	OBJECTIFS	DECLINAISON OPERATIONNELLE (CA 08/09/11)	AVANCEMENT AU 29/06/12
<p>La formation Céline Drouault Ellie Lesur</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser l'expérience des professionnels sur le contenu des formations en région, Identifier les besoins de formation des agents en poste, Apporter une réponse aux besoins exprimés. 	<p>La « perche » a été tendue par l'IUP « aménagement du territoire et valorisation du patrimoine bâti » le 01/07 sur un rapprochement.</p> <p>Il peut se faire autour :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des contenus de la formation initiale, De la possibilité de mobiliser leurs enseignements pour VAE et formation continue des agents. 	<p>La première chose à réaliser est le recensement des besoins de formation des personnes en place, en ciblant les compétences spécifiques aux métiers du développement local.</p> <p>décembre 2011 : validation du questionnaire. Février : lancement de l'enquête Mai : rencontre avec les responsables des Masters « Valorisation du patrimoine et aménagement du territoire » et « manager territorial ».</p>
<p>Les échanges Didier Bertholy Christophe Lambert</p>	<ul style="list-style-type: none"> Confronter et enrichir les valeurs, les postures et les pratiques, Répondre aux besoins d'apports ou d'appui (méthodologique, d'expériences) qui ne relèvent pas d'une formation. <p><i>NB : ces temps d'échanges seront le cas échéant ouverts à des non-professionnels (élus, acteurs locaux)</i></p>	<p>Les questions d'animation, de participation, mobilisation des acteurs sont revenues souvent dans les débats. Que mettent les professionnels derrière ces notions ? Quelle place leur donnent les professionnels dans leurs pratiques ? Ces questions font également écho aux rencontres citoyennes de Tulle en 2009.</p> <p>Elles fournissent la matière à un second temps d'échanges à programmer en fin d'année ou début d'année 2012.</p>	<p>Reports successifs pour différentes raisons (volonté d'avoir le retour des enquêtes avant, réunion sur la politique territoriale régionale)</p> <p>Néanmoins, les choses se préparent sous la forme d'un séminaire de travail et d'échanges :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le 7 septembre en Corrèze (1 journée), Animé par Bernard Jomier.
<p>Les propositions Philippe Ponsard Nicolas Taillandier</p>	<ul style="list-style-type: none"> Porter un regard et un discours de professionnel sur le développement local en région Limousin, Faire connaître et reconnaître les métiers du développement local en région Limousin, Faire connaître et reconnaître l'Adélim comme un interlocuteur sur les questions du développement local et de ses métiers. 	<p>Les questions des statuts, des conditions de travail et de rémunération, de la contractualisation sont évoquées. Mais, pour répondre à l'objectif de reconnaissance auprès des collectivités employeuses ou partenaires sur ces questions, l'Adélim doit d'abord confirmer sa capacité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> mobiliser les professionnels, construire une vision et un discours partagés, ce qui passe par la réussite des deux premiers chantiers. <p>De façon immédiate, la question de l'ingénierie territoriale est un champ d'investigation urgent pour 2 raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> elle fait partie des thèmes de travail du RRL qui attend des propositions des professionnels, 2 territoires limousins participent à l'action de recherche-développement qu'ETD a lancé cet été sur ce thème. 	<p>3 consensus se dégagent au sein de CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> Remettre la notion de projet de territoire au cœur du débat au sens de son élaboration, sa mise en œuvre et son évaluation, Réfléchir à des lieux de dialogues où mettre autour de la table les professionnels, les élus et les partenaires, Quelque soit la forme que prendra ce(s) temps de rencontre(s), il est nécessaire d'attendre que les agents de développement se forment une vision commune.